

Faible pour la relance, décevant pour les universités

Le 19 mars 2009 - La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) exprime sa déception générale à l'égard du budget présenté aujourd'hui.

Alors qu'il avait la responsabilité de formuler un vigoureux plan de relance, ce budget est marqué par l'obsession gouvernementale de l'équilibre budgétaire. Si le gouvernement consent à encourir des déficits de l'ordre de 3,9 milliards de dollars pour ce budget et le prochain, il annonce sa ferme intention de rétablir l'équilibre budgétaire dès 2011-2012 sans égard à la situation qui prévaudra à ce moment.

L'effort de relance est nettement insuffisant. Le coût des nouvelles mesures de relance prévues dans le budget d'aujourd'hui est de 3,4 milliards sur deux ans, soit en moyenne 0,5 % du PIB par année, alors que le Plan de relance du gouvernement du Canada représente 1,3 % du PIB et que celui des États-Unis en représente 2,8 %.

Le gouvernement s'est privé de moyens de faire bien davantage, en particulier en décidant de continuer à alimenter le Fonds des générations au rythme de 715 millions pour cette année et 880 millions pour la prochaine. Il a également reporté à 2010 une éventuelle hausse de 1 % de la taxe de vente du Québec. Ce faisant, il s'est abstenu d'investir davantage dans des secteurs clés pour préparer l'avenir, comme dans l'éducation.

À cet égard la FQPPU fait remarquer qu'au lieu de maintenir le rythme de croissance des crédits à l'éducation, qui était de 4,6 % l'année passée, il n'accorde cette année qu'une augmentation de 3,5 %.

Pour l'enseignement supérieur, c'est le statu quo. On aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement augmente cette année de 200 millions de dollars son financement dans l'esprit de son engagement d'investir sur cinq ans, jusqu'en 2012, un milliard de plus qu'en 2006-2007.

Par ailleurs, poursuivant l'application de sa *Stratégie de la recherche et de l'innovation*, le gouvernement accorde aux organismes subventionnaires une augmentation de leurs crédits, essentiellement pour les secteurs de la santé et des sciences de la nature et des technologies. Ces sommes ciblées vers des secteurs dont on attend des retombées commerciales seront complétées par un programme de près d'un milliard de dollars en soutien direct aux entreprises technologiques qui mettent en valeur la recherche universitaire. Ces programmes sont assortis d'un congé fiscal de dix ans.

Le budget 2009-2010 comprend plusieurs mesures qui exerceront une influence directe sur les priorités de développement des universités, les poussant davantage vers la commercialisation, alors qu'elles auraient plutôt besoin d'un meilleur financement de base. La FQPPU constate la tendance à dénaturer l'université et à l'asservir à des intérêts mercantiles, une tendance qu'elle a dénoncée à plusieurs reprises et qui s'affirme à nouveau dans ce budget.